

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. MICHAUT

Essai d'une histoire sommaire de la presse périodique

Journal de la société statistique de Paris, tome 28 (1887), p. 24-32

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1887__28__24_0

© Société de statistique de Paris, 1887, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

ESSAI D'UNE HISTOIRE SOMMAIRE DE LA PRESSE PÉRIODIQUE,
Par G. L. PICCARDI. (Rome, 1886.)

Compte rendu par A. Michaut.

L'ouvrage italien de M. Piccardi, dont j'ai l'honneur de présenter le compte rendu, a pour titre : *Essai d'une histoire sommaire de la presse périodique et vient d'être publié à Rome.*

Cet ouvrage contient un avertissement de l'auteur, l'indication des sources auxquelles il a puisé ses renseignements, une introduction avec des considérations générales sur l'origine et le développement de la presse, enfin la liste des divers pays dont il parle successivement et qui sont : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, l'Amérique, la Russie, l'Autriche-Hongrie, la Pologne, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, le Danemark, la Suède et la Norvège, la Grèce, la Turquie, la Roumanie, la Serbie, la Chine, l'Inde, l'Océanie et, en dernier lieu, l'Italie.

Ce qui m'a frappé à première vue en parcourant ce volume et surtout le chapitre concernant notre pays, c'est l'absence à près complète d'informations sur les quinze ou vingt dernières années : pour ne citer qu'un exemple, à propos d'Émile de Girardin, il est bien question de cet éminent publiciste comme fondateur du journal *la Presse*, en 1836, mais on ne dit pas à quel degré de prospérité il a porté le journal *la France*, de 1877 à 1881 ; on ne dit pas non plus combien il a contribué au relèvement inouï du *Petit Journal* qui, parti de deux millions de dettes en 1873, représente aujourd'hui une valeur de soixante-quinze millions et, avec son tirage quotidien de 900,000 exemplaires, dépense annuellement huit millions pour en encaisser treize à quatorze. La *France* et le *Petit Journal* ne sont même pas mentionnés.

Il ne faudrait pas en conclure que le travail de M. Piccardi a été écrit avec légèreté : il est, au contraire, des plus sérieux et résume d'une manière fort intéressante les ouvrages de Cucheval-Clarigny, Macaulay et May pour l'Angleterre et l'Amérique, et de Hatin pour la France et la Hollande ; seulement ces ouvrages remontent déjà à un certain nombre d'années, ce qui explique la lacune que j'ai signalée.

Du reste, l'auteur lui-même ne s'est pas fait illusion, car, dans son avertissement, il déclare avec beaucoup de tact et de franchise que son travail est sans prétention aucune ; qu'il n'est qu'une sorte de préface à la statistique de la presse périodique italienne dont s'occupe depuis quatre ans la direction générale de statistique au ministère de l'agriculture et du commerce ; enfin, qu'il est forcément incomplet, attendu que peu de pays ont une histoire locale de la presse d'où l'on puisse tirer les informations nécessaires, et qu'il a dû se contenter de coordonner le peu d'éléments dont il disposait, de manière à conserver une certaine proportion entre les diverses parties du volume et à dissimuler les lacunes autant que possible.

Il y a quarante-cinq ans, Sainte-Beuve écrivait : « Une histoire des journaux est encore à faire et je voudrais voir quelque Académie ou quelque librairie pousser

« à cette œuvre deux ou trois travailleurs consciencieux et pas trop pédants, intelligents et pas trop légers. Il est temps que cette histoire se fasse, il est même « déjà tard et, sous peu, cela ne se pourra plus. »

M. Piccardi estime qu'il n'est pas trop tard pour l'Italie, dont le journalisme a des origines tout à fait récentes, et que son travail, quelles qu'en soient les erreurs et les lacunes, ne serait pas sans utilité pour celui qui se sentirait la force d'écrire l'histoire de la presse périodique italienne; d'autant plus que, pour l'Italie, il a pu se livrer à des appréciations personnelles sur le développement du journalisme pendant les seize dernières années, c'est-à-dire depuis qu'elle a Rome pour capitale.

Enfin, dans son introduction, l'auteur fait observer que, si le journalisme, dans le sens que nous donnons aujourd'hui à ce mot, doit être considéré comme absolument moderne, et s'il faut un effort de fantaisie pour en retrouver les traces dans l'antiquité, il répond cependant à des besoins sociaux tellement impérieux et réels qu'il a dû avoir son équivalent chez les peuples dont la civilisation a laissé tant d'empreintes. En effet, si l'on recherche cet équivalent chez les Romains, on y trouve d'abord, pendant plusieurs siècles, les *Annales des grands-prêtres*, c'est-à-dire les tables sur lesquelles étaient recueillis les principaux événements et que le peuple pouvait toujours consulter; on arrive ensuite aux *Acta diurna* dont la publication, d'après Suétone, daterait de Jules César, et aux *Acta publica* qui, après avoir été consacrés exclusivement aux comptes rendus des séances du Sénat, relatèrent bientôt, à peu près comme les journaux actuels, les cérémonies funèbres, les incendies, les exécutions capitales, les pluies de pierres, les cas extraordinaires de longévité et de fécondité, les nominations des magistrats, les récits militaires, la description des fêtes et des jeux publics, les rivalités des cochers du cirque, les succès des acteurs et les faits et gestes des personnages.

Ces *Acta* disparaissent avec les derniers empereurs, toute trace de journalisme se perd dans le moyen âge et ce n'est qu'au commencement du xvii^e siècle, c'est-à-dire 150 ans environ après l'invention de l'imprimerie, qu'on trouve quelque chose qui mérite réellement ce nom.

Tous les pays de l'Europe se disputent la gloire d'avoir vu le premier journal imprimé, mais voici l'ordre dans lequel on peut les classer à cet égard :

Belgique. . .	Anvers (1605).
Allemagne. . .	Francfort (1612 à 1615).
Hollande. . .	Amsterdam (1617 à 1619).
Angleterre. . .	Londres (1622).
France. . . .	Paris (1631).
Italie. . . .	Florence (1636).
Russie. . . .	Moscou (1703).

Après le journalisme politique, vinrent les revues périodiques, les journaux littéraires et scientifiques, ceux de jurisprudence, de médecine et de religion; de bibliographie, de philosophie, de morale; les magasins, les journaux de l'industrie et de l'économie domestique; ceux d'éducation, de guerre, de marine, de modes; de théâtres. En somme, peu à peu, le journalisme s'étendit à toutes les manifestations de la vie sociale et il se développa de plus en plus. Les premiers journaux se publiaient une fois par semaine; ils ne tardèrent pas à se publier deux et trois fois.

Le premier journal quotidien parut à Londres le 11 mars 1702 et à Paris le

1^{er} janvier 1777. C'est aussi l'Angleterre qui a imaginé le système des annonces et qui a vu le premier journal du soir : quant au système de l'abonnement, on ne peut en préciser l'origine ; ce qu'il y a de certain, c'est qu'il existait en France au commencement du xviii^e siècle.

* * *

J'arrive maintenant à l'histoire de la presse dans chaque pays : je n'en ferai qu'un exposé très rapide, en suivant l'ordre adopté par l'auteur, et je ne m'étendrai un peu plus longuement que sur l'Italie, où il se trouvait sur son véritable terrain, de sorte que, comme il le dit lui-même, il a pu donner, pour sa patrie, des informations et des appréciations plus complètes.

ANGLETERRE. — C'est le 23 mars 1622 que paraît le premier numéro d'une feuille périodique « *Nouvelles hebdomadaires d'Allemagne, d'Italie, de Bohême, de Hongrie, etc.* », par Nicolas Bourne et Thomas Archer.

Le protectorat de Cromwell marque un certain progrès du journalisme et c'est alors que prend naissance le système des annonces, mais la restauration des Stuarts arrête ce premier essor et l'on interdit jusqu'à la publication des comptes rendus parlementaires.

Bientôt cependant, la révolution de 1688 met le Gouvernement sous le contrôle de la presse qui, en 1693, a une existence légale.

Le règne de la princesse Anne marque encore une période favorable : Londres possède alors 18 feuilles politiques, parmi lesquelles on distingue l'*Observer*, le *Postman*, le *Postboy*, l'*Athenian Mercury*, le *Flying Post* et l'*English Post*.

Le 11 mars 1702 paraît le *Daily Courant*, le premier journal quotidien en Europe, et, en quelques années, la presse acquiert une telle influence, qu'elle est en butte aux persécutions du Parlement : celui-ci vote l'impôt du timbre, l'impôt sur les annonces et l'impôt sur le papier qui tuent la plupart des journaux.

De nouveaux efforts font surgir, entre autres, le *Public Ledger* en 1758, le *Morning Chronicle* en 1769, le *Morning Post* en 1772, le *Morning Herald* en 1780 et le *Times* en janvier 1788. Les comptes rendus des débats parlementaires recommencent à être publiés.

De 1815 à 1825, nouvelle période de prospérité.

En juin 1855, après la suppression du droit de timbre et de l'impôt sur les annonces, paraît le *Daily Telegraph* et l'élan est véritablement donné.

Le Royaume-Uni qui, en 1850, ne comptait que 625 journaux divers, non compris les Revues et Magasins, en compte 2,172 en 1882, savoir : 554 à Londres, 1,177 dans les comtés d'Angleterre, 71 dans le pays de Galles, 186 en Écosse, 164 en Irlande et 20 dans les petites îles.

De ces 2,172 journaux, 5 existaient avant l'année 1700 ; 74 datent de 1700 à 1799, 29 de 1800 à 1810, 27 de 1811 à 1820, 46 de 1821 à 1830, 98 de 1831 à 1840, 122 de 1841 à 1850, 428 de 1851 à 1860, 421 de 1861 à 1870, 657 de 1871 à 1880 et 265 de 1881 à 1882.

FRANCE. — Le premier journal est la *Gazette de France*, fondée le 30 mai 1631, par Renaudot, qui obtient un monopole.

Pendant la Fronde, ce monopole n'est plus respecté, mais dans les milliers d'écrits de cette époque, dits *Mazarinades*, on ne trouve aucun journal digne de ce nom, si ce n'est la *Muse historique*, spécimen de ce qu'on a appelé la petite presse.

En 1665 paraît le *Journal des Savants*, le premier journal littéraire créé en Europe, puis, en 1672, le *Mercure galant*.

La *Gazette de France* étant rentrée dans son monopole, il n'y a guère à signaler, jusqu'en 1789, que l'importation de nombreux journaux étrangers, écrits en français dans des villes voisines de la frontière.

L'ouverture des États généraux est comme un signal d'entrée en campagne : de mai 1789 à mai 1793, on ne compte pas moins de mille journaux ou écrits ayant la forme de journaux.

Le 18 fructidor (4 septembre 1797), le Directoire porte une grave atteinte à la presse, que le Consulat trouve à l'agonie et à laquelle il donne le dernier coup.

Un décret du 17 janvier 1800 réduit à 13 les feuilles politiques et toute création nouvelle est interdite.

Le *Journal des Débats*, qui avait été fondé par Baudouin en 1789 et acheté dix ans après par les frères Bertin, est confisqué en 1811 ; le nombre des journaux politiques est réduit à quatre : le *Moniteur*, le *Journal de l'Empire*, la *Gazette de France* et le *Journal de Paris*.

Il y avait alors deux journaux littéraires, le *Mercure de France* et la *Décade*, auxquels s'ajoutent deux journaux d'annonces, les *Petites Affiches* et le *Journal de la Librairie*.

Le 1^{er} avril 1814, l'Empire tombe et le *Journal des Débats* est restitué à ses propriétaires.

Sous la première Restauration, paraissent 23 journaux nouveaux, mais dont l'existence est assez éphémère.

Pendant les Cent-Jours, naissent l'*Aristarque*, l'*Indépendant* ou *Constitutionnel*, et le *Patriote de 1789*.

Malgré toutes sortes d'entraves, les premières années de la Restauration constituent la période la plus brillante de la presse française : tous les hommes remarquables de cette époque ont été journalistes.

En 1819, la presse obtient une place légale dans les institutions du pays, mais elle n'en passe pas moins par toutes sortes de vicissitudes jusqu'à la Révolution de 1830.

En 1835, le Gouvernement propose les lois dites de Septembre.

Le 1^{er} juillet 1836, Émile de Girardin fait paraître le journal *la Presse*, à moitié prix des autres journaux, et, grâce aux annonces, le problème de la presse à bon marché se trouve résolu.

La Révolution de 1848 affranchit de nouveau la presse et engendre une foule de journaux à l'instar de ceux de 1789.

Arrive le second Empire, et le décret du 7 février 1852 suspend la liberté de la presse, de sorte qu'il ne se fonde presque plus de grands journaux politiques ; mentionnons seulement le *Figaro*, créé le 2 avril 1854.

Comme je l'ai déjà fait observer, à partir de la révolution du 4 septembre 1870, il y a une lacune dans l'ouvrage de M. Piccardi.

Il donne toutefois les indications suivantes :

En 1881, il y avait en France 3,272 journaux et revues périodiques, dont 1,929 en province et 1,343 à Paris ;

En 1882, il y en avait 3,716, dont 1,505 à Paris et 2,211 en province ;

Enfin, au 31 décembre 1885, on en comptait 4,359, dont 1,540 à Paris et 2,819

dans les départements. Ces 2,819 comprenaient 962 journaux républicains, 509 monarchistes et 1,348 divers. L'auteur en présente la classification par département, de même qu'il décompose les 1,540 journaux de Paris d'après la nature de leur publication.

ALLEMAGNE. — Dès le milieu du xv^e siècle, on trouve en Allemagne, comme ailleurs, de petites feuilles qui circulent sous le titre général de *Zeitung*, mais ce n'est qu'en 1615 que paraît, à Francfort, la première véritable gazette, appelée la *Frankfurter Oberpostamtszeitung*.

Vers le milieu du xvii^e siècle, chaque ville un peu importante a son journal spécial.

Les progrès de la presse allemande sont surtout sensibles en 1813, après l'occupation française, puis en 1830, en 1848 et dans les quinze ou vingt dernières années.

On comptait 1,551 journaux politiques en 1849, et 5,041 journaux ou revues périodiques le 8 juillet 1883.

BELGIQUE. — Le premier journal est publié à Anvers en 1605 sous le titre de *Nieuwe Tijdinghe*.

Sous les dominations espagnole et autrichienne, on fonde un certain nombre de journaux locaux, mais la domination française est funeste à la presse belge, en ce sens que les nouveaux départements sont inondés de journaux français.

De 1815 à 1830, pendant la réunion de la Belgique à la Hollande, le journalisme prend un certain développement qui ne fait que s'accroître lors de la formation du royaume de Belgique : au lieu de 34 publications en 1830, on en compte 202 en 1848, 244 en 1860; enfin, en 1884, il y a 801 journaux, dont 392 politiques, 21 financiers, 66 agricoles ou commerciaux, et 322 divers.

HOLLANDE. — L'auteur nous dit que le premier journal parut à Amsterdam le 13 mars 1623, date qui ne coïncide pas tout à fait avec celles de 1617-1619 indiquées par lui dans son introduction. Ce qui est certain, c'est que, dès l'origine, les journaux hollandais occupèrent la première place, surtout à cause de la liberté illimitée de la presse sous le gouvernement de la République.

A la fin de 1867, on comptait plus de 200 journaux.

AMÉRIQUE. — Il s'agit principalement des États-Unis, la presse des autres pays de l'Amérique n'offrant qu'un intérêt secondaire.

Les États-Unis sont le seul pays au monde où la presse a trouvé sa place dans les mœurs nationales sans avoir à soutenir de pénibles luttes.

Le premier journal américain paraît à Boston le 24 avril 1704 et reste seul pendant seize ans, mais il y en avait déjà 15 en 1740, 27 en 1771, 37 en 1775.

La lutte pour l'indépendance marque une magnifique période et nous trouvons 200 journaux en 1800, 358 en 1810, 812 en 1828, 1,555 en 1839, 2,875 en 1850, 4,051 en 1860, 5,871 en 1870, 11,314 le 1^{er} juin 1880.

L'ouvrage de M. Piccardi présente quelques tableaux intéressants sur la périodicité, la nature de la publication et le tirage des journaux américains.

RUSSIE. — C'est sous Pierre le Grand, en 1703, lors de la guerre avec la Suède, que paraît le premier journal russe.

Le développement de la presse, et surtout de la presse politique, n'a pas été aussi rapide qu'ailleurs, le Gouvernement ne permettant de publier que ce qu'il juge utile ou, du moins, sans inconvénients.

En 1882, le nombre des journaux, correspondances télégraphiques et feuilles d'annonces s'élevait à 776.

AUTRICHE-HONGRIE. — Le premier journal paraît en Hongrie en 1721 et est rédigé en latin.

C'est surtout à partir de la transformation politique de 1861 que la presse fait de remarquables progrès et, au 1^{er} janvier 1883, on compte 2,139 publications périodiques, dont 1,493 en Autriche et 646 en Hongrie.

L'auteur donne quelques tableaux relatifs à la périodicité, au contenu et à la langue des journaux.

POLOGNE. — Le nombre des feuilles périodiques, dans les diverses provinces de l'ancien royaume de Pologne, s'élevait à 40 en 1830, 15 seulement en 1840, 20 en 1846, 70 en 1863 pour descendre à 59 en 1868 : la période la plus favorable est comprise, par conséquent, entre 1846 et l'insurrection de 1863, qui porta un coup terrible à la presse politique.

ESPAGNE. — Le premier journal date de 1626. En 1834, l'Espagne avait 95 journaux. Madrid en avait 18 en 1834, 32 en 1841, 53 en 1848 et 65 en 1850.

Barcelone en avait 48 en 1844 et 35 en 1848.

PORTUGAL. — Sans aucune importance jusqu'en 1820, le journalisme portugais eut, en 1823, une période de vitalité, qui fut toutefois de courte durée ; un nouvel horizon né s'ouvrit à la presse politique qu'en 1834 et il y avait 200 journaux en 1868.

SUISSE. — La Suisse est, de tous les pays de l'Europe, celui qui, proportionnellement à la population, possède le plus grand nombre de journaux ; il y en avait 409 au commencement de 1873 et 561 en 1883 : pour ces derniers, l'auteur donne le détail par canton et par nature de publication.

DANEMARK. — Le premier journal paraît en 1663, mais l'activité de la presse danoise ne se manifeste qu'à partir de 1830 et, surtout, de 1834 : on comptait 201 journaux vers la fin de 1868 et 327 en 1883.

SUÈDE ET NORVÈGE. — La presse périodique ne fait son apparition en Suède que vers le milieu du xvii^e siècle et, en Norvège, vers le milieu du xviii^e siècle.

On comptait 21 journaux en 1801, 35 en 1809, 100 en 1833, 120 en 1843, 138 en 1853, 165 en 1860, 216 en 1871, 300 en 1873 et 348 en 1883.

GRÈCE. — La presse grecque ne date que de 1811 et ne s'affirme réellement qu'avec la guerre de l'indépendance : il y avait une vingtaine de journaux en 1844, 81 en 1851 et 77 seulement en 1866.

TURQUIE. — Le premier journal paraît en 1795. L'auteur ne donne aucun chiffre d'ensemble ; il dit seulement qu'après Constantinople, c'est Smyrne qui compte le plus de journaux, savoir : 5 en 1854 et 7 en 1864.

ROUMANIE. — Bucharest vit le premier journal en 1828. En 1868, on comptait 33 journaux dans les Principautés danubiennes.

SERBIE. — Milosch Popovic fut le vrai fondateur de la presse quotidienne politique en 1841, à la fin de 1867 ; on comptait en Serbie 27 journaux, dont 14 politiques.

CHINE. — Il semble que, pour le journalisme comme pour le reste, les Chinois aient devancé l'Europe de plusieurs siècles, en ce sens qu'ils possèdent, dit-on, depuis un millier d'années, un journal qui s'imprime sur une grande feuille de soie ; mais ils n'ont apporté aucun perfectionnement à leur idée primitive, et ce n'est que dans les possessions anglaises que la presse a pris un certain développement.

INDE. — En 1846, on publiait à Calcutta 17 journaux en langue anglaise, dont le premier fondé en 1784 ; Bombay en possédait 10.

En 1850, il y avait 26 journaux indigènes ; en 1854, l'Hindoustan proprement dit avait 55 à 60 journaux et, en 1867, on en comptait, dans toute l'Inde anglaise, 120 à 130 écrits dans les langues indigènes.

OcéANIE. — Le journalisme a fait en Océanie des progrès très rapides : dès 1844, il y avait plus de 30 journaux dans les diverses colonies d'Australie.

En 1854, il existait à Adélaïde 13 journaux, dont 2 en allemand et 11 en anglais. Dans la colonie de Victoria, fondée en 1853, il a été créé un grand nombre de journaux, rédigés surtout en allemand.

Dans la Nouvelle-Zélande, il y en avait 6 en 1851 ; actuellement, chaque centre important a son journal.

L'archipel polynésien possédait aussi 6 journaux en 1867.

ITALIE. — Bien longtemps avant la publication de véritables journaux, on trouve en Italie des *feuilles de nouvelles* manuscrites, à la confection desquelles contribuaient les délégués à l'étranger des divers princes ou républiques, les prélats, les courtisans, les maîtres de poste et les courriers. D'après une tradition, plutôt affirmée que prouvée, elles commencèrent à Venise, vers 1563, par suite de la nécessité d'avoir des informations aussi fréquentes que possible sur les mouvements des Turcs, devenus alors très menaçants.

Ces *feuilles de nouvelles* portaient le nom de *gazettes* et il est certain que, si les premières furent écrites à Venise, il y en eut à Rome presque à la même époque.

L'exemple de Venise et de Rome ne tarda pas à être suivi par les autres cités, notamment par Gênes et Milan.

Tandis que les gazettes de Gênes et de Venise publiaient spécialement les nouvelles commerciales arrivées par mer, celles de France, d'Allemagne et d'Orient, et les entreprises des corsaires africains, les gazettes milanaises recueillaient surtout les faits relatifs à la cour d'Espagne, à l'Italie, à la Suisse et à la Flandre. Quant aux gazettes romaines, plus répandues que les autres, elles donnaient les renseignements qui, de toutes les parties du monde, affluaient au centre de la chrétienté ; elles se distinguaient par la vivacité du style et s'étendaient aux faits privés plus que ne sauraient le faire les journaux modernes ; mariages et fêtes publiques, nouveaux édifices, ventes et locations, triomphes au jeu, villégiature, réceptions, départs et arrivées, morts et exécutions, comédies et œuvres musicales, rien ne leur échappait.

Ce n'est toutefois qu'en 1636 qu'est imprimée la première gazette, par Massi et Landi, de Florence, mais sans aucun titre; on ne commence qu'en 1648 à mettre un titre aux journaux. Ceux-ci ne servant, à vrai dire, qu'aux gouvernements et ne pouvant ainsi donner satisfaction à la curiosité publique, les *feuilles de nouvelles* manuscrites, plus ou moins secrètes et plus ou moins libres, restent en usage jusqu'aux dernières années du XVIII^e siècle ou jusqu'à la Révolution française.

Sans les rigueurs de Napoléon, suivies des rigueurs de l'Autriche à partir de 1816, la presse politique italienne aurait vu s'ouvrir des horizons nouveaux, mais il ne fallut pas moins que l'ouragan de 1848 pour renverser toutes les barrières et, jusqu'aux grands mouvements nationaux de 1859, l'histoire du journalisme italien se confond avec celle du journalisme piémontais.

La réunion de tous les peuples de la Péninsule a pour conséquence, avec la liberté de la presse, la création d'un très grand nombre de journaux. En 1864, les feuilles les plus importantes n'hésitent pas à se transférer de Turin à Florence, la nouvelle capitale, et cette ville devient le centre du journalisme italien, sur lequel l'occupation de Rome, le 20 septembre 1870, n'a pas d'influence immédiate.

Du reste, les chiffres suivants marquent les progrès de la presse en Italie : 185 journaux en 1836, 220 en 1845, 311 en 1856, 450 en 1864, 723 en 1870, 765 en 1871, 1,127 en 1873, 1,454 en 1880, pour descendre à 1,378 en 1882, 1,298 en 1883, et remonter à 1,459 le 31 décembre 1885.

Il est probable que les diminutions de 1882 et de 1883 sont plus apparentes que réelles et viennent simplement de ce qu'on a été plus rigoureux dans les dernières statistiques.

L'auteur présente encore cinq tableaux relatifs au nombre des journaux, par rapport à la population, dans les diverses parties de l'Italie, à leur date de fondation, à leur périodicité, à la nature de leur publication et à leur prix de vente.

Dans les 1,459 publications existant au 31 décembre 1885, il y avait 161 journaux illustrés.

Je terminerai par la traduction littérale d'un passage qui me paraît bien en situation pour les trente dernières années :

« Le journalisme italien, écrit M. Piccardi, est, comme tel, d'origine trop récente pour avoir pu donner les fruits de la maturité. On peut dire qu'il est encore dans son enfance, et le fait de n'avoir pas trouvé sur son chemin les obstacles de la censure, au lieu de lui être venu en aide, a peut-être contribué à retarder son développement. En outre, le journalisme italien a eu la malchance de naître trop grand seigneur. Avant que la nation eût revendiqué son unité, toutes les fois qu'un groupe de patriotes croyait un journal nécessaire pour la propagande des idées libérales, il le fondait d'emblée, sans se préoccuper nullement des sacrifices pécuniaires que, presque toujours, entraînait l'entreprise. Par suite de cette origine, le journalisme italien devait éprouver, comme il éprouve effectivement, une certaine répugnance instinctive à demander aux annonces ses moyens d'existence. Il est incontestable que, tout en se trouvant dans des conditions peu réjouissantes, le journalisme italien n'a pas son pareil en Europe pour la désinvolture seigneuriale et le désintéressement avec lesquels il dissipe les centaines de mille francs en réclames gratuites, sans prétendre même à des remerciements. Et cependant, comme le journalisme anglais a tiré des annonces sa plus grande force, et le journalisme américain son enviable fortune, il est probable que c'est

« aussi dans les annonces que le journalisme italien trouvera son avenir. En Italie, « a-t-on l'habitude de dire, les annonces ne se paient pas, parce qu'on ne les lit pas « et qu'on n'y croit pas. Mais l'assertion n'est vraie qu'en partie. Du moment où il « est si facile de les avoir pour rien, il est bien naturel qu'elles ne soient payées « que par ceux qui veulent payer quand même. »

* *

Tel est le résumé, un peu trop écourté peut-être, de l'intéressant ouvrage de M. Piccardi.

A. MICHAUT.
